

# Congrès AFSP PARIS 2013

Section Thématique 14

Gouverner les langues

**Lontzi Amado Borthayre (Paris 8) [lontzi@hotmail.com](mailto:lontzi@hotmail.com)**

## **La construction collective de l'action publique de la langue dans un cadre transfrontalier en Pays Basque et en Catalogne**

### **Introduction**

Cette communication tente d'exposer l'influence qu'ont les cadres d'action des mouvements sociaux de la langue basque (*euskara*) et du catalan (*català*) sur les politiques publiques de la langue dans un cadre transfrontalier comme le Pays Basque et la Catalogne. Par commodité de langage nous diviserons le territoire basque, le Pays Basque, en *Iparralde* (Pays Basque français) et *Hegoalde* (Pays Basque espagnol, qui est divisé lui-même en Communauté Autonome Basque –Euskadi- et la Communauté Forale de Navarre -CFN-) et la Catalogne, en *Catalogne Nord* (Catalogne française) et le *Principat* (qui est connu comme la Communauté Autonome de Catalogne)

Le cadre de la construction collective de l'action publique (HASSENTEUFEL, 2008) de la langue au Pays Basque et en Catalogne nous renvoie directement à la constitution de réseaux d'action publique ou *policy networks* (MARSH, RHODES, 1992 ; LE GALES. et THATCHER, 1995 ; CHAQUES BONAFONT, 2004) transfrontaliers (AHEDO, ETXEBERRIA, LETAMENDIA, 2004 ; AMADO-BORTHAYRE, 2012) ainsi qu'à la lutte de cadrage (BENFORD, HUNT, 2001) et aux changements qui interviennent au sein des réseaux d'action publique locaux dans lesquels ils s'insèrent (SEGAS, 2004). La fragilité d'un comparatisme classique des actions publiques de l'*euskara* et du catalan résiderait dans la non prise en compte des transformations, changements et vulnérabilités des cadres d'action publique et collective. Ainsi, la focale territoriale allant de l'action collective *nationale*<sup>1</sup> de la langue en Pays Basque et en Catalogne à l'action publique transfrontalière dans un cadre européen permet de ne pas tomber dans le piège d'un comparatisme binaire des politiques publiques comme seul programme des administrations publiques, ce qui réduirait fortement notre objet.

---

<sup>1</sup>Nous utiliserons *nationale* en italique lorsque nous ferons référence au cadre territorial défini par les propres acteurs sociaux de la langue et les acteurs nationalistes basque et catalan de leur territoire historique, *EuskalHerria* ou *Pays Catalans*.

La formation des cadres (GAMSON, MEYER, 1996) d'action collective de la langue au Pays Basque et en Catalogne repose sur des grammaires (BOLTANSKI, THEVENOT, 1991 ; LEMIEUX, 2009) politiques du nationalisme linguistique. Ainsi, les territoires de la langue au Pays Basque et en Catalogne deviennent des modes de justification au sein d'arènes politiques locales et transfrontalières. *EuskalHerria*<sup>2</sup> (le Pays Basque en euskara) dont la signification est le pays de la langue basque (*euskararenherria*) ou les Pays Catalans (*Paisos Catalans*)<sup>3</sup> deviennent un enjeu de lutte de définition territoriale dans l'adversité du cadre national des Etats français et espagnol. Le développement depuis plus d'un siècle de forces ethno-nationalistes sur ces territoires transfrontaliers et fragmentés en différents territoires a permis de politiser un territoire culturel (linguistique) et d'y inscrire des actions collectives et publiques fort structurées.

Le choix d'utiliser, depuis plus d'un siècle, de manière alternée, la grammaire du nationalisme linguistique avec d'autres grammaires qui vont être au fur et à mesure délaissées comme la grammaire raciste, historiciste, essentialiste, anticoloniale et révolutionnaire, place la langue comme élément central de la perte et de la récupération de l'identité collective, tant au Pays Basque qu'en Catalogne. Du fondement du nationalisme politique basque fin XIXe siècle, à sa reformulation à partir des années 50 qui donnera naissance à l'ETA, la langue va permettre aux mouvements sociaux et politiques du Pays Basque de passer d'une grammaire ethno-nationaliste à un nationalisme culturalo-civique (ZUBIAGA, 2007). Rappelons que, dès la constitution du nationalisme politique fondé par S. Arana, et constitutif du Partidonacionalista Vasco (PNV), l'intellectuel navarrais A. Campion oppose à un nationalisme *racialiste* une grammaire nationaliste culturalo-linguistique (CORCUERA ATIENZA, 1979). Pour A. Campion, la particularité identitaire du peuple basque ne réside pas dans ses traits raciaux ou essentialistes mais bien dans l'acte performatif de sa langue qui définit le basque, celui qui est membre de la communauté, comme celui qui parle la langue basque, est basque, l'*euskaldun*, (*euskaradun*, celui qui a le basque). Cependant, si la grammaire du nationalisme linguistique a toujours accompagné de manière secondaire une autre grammaire nationaliste plus hégémonique suivant la période historique, force est de constater que le débat sur les fondements définissant le caractère national basque n'est toujours pas clos aujourd'hui et qu'il est abordé de manière bien différente suivant le territoire où l'on se trouve (BAXOK, ETXEGOIEN, LEKUNBERRI, MARTINEZ DE LUNA, MENDIZABAL, AHEDO, ITCAINA, JIMENO, 2006).

Pour ce qui est du catalanisme et de son utilisation de la grammaire du nationalisme linguistique comme fondement de l'identité collective (BOYER, 2008), il convient de constater qu'elle reste une utilisation utilitaire adossée à des formes grammaticales plus civiques et non pas essentielle comme pour le cas basque. La langue tient bien un rôle central dans la formation de l'identité catalane, elle est bien un trait essentiel, mais les caractéristiques fondant l'identité catalane semblent avoir été plus civiques qu'ethniques (CONVERSI, 1990). Cependant, dans les deux cas, les mouvements politiques, sociaux et culturels vont user d'arguments dramatiques et rhétoriques dans leurs combats politiques et linguistiques qui doivent permettre de définir les frontières territoriales et politiques de la communauté nationale comprise comme la communauté linguistique. D'autre part, rappelons le rôle essentiel des philologues et des linguistes basques et catalans dans cette fusion ou amalgame entre la communauté nationale et la communauté linguistique, ainsi que dans

---

<sup>2</sup>*EuskalHerria*, le Pays Basque historique regroupe, le trois provinces basques de France (Labourd, Basse-Navarre et Soule) et les quatre provinces basques d'Espagne (la Navarre, le Guipúzcoa, la Biscaye et l'Alava).

<sup>3</sup>Les *Pays Catalans* regroupent la Catalogne Nord (Département des Pyrénées-Orientales), l'Andorre, la Communauté Autonome de Catalogne, le Pays Valencien, les Iles Baléares et la ville d'Alghero en Sardaigne.

l'élaboration de programmes de politiques publiques de la langue et de la (re)construction de l'identité nationale (BOYER, STRUBELL 1994 ; CULTIAUX, 1997).

Enfin, la constitution des cadres nationaux par les Etats français et espagnols et la mise en place de politiques linguistiques globales et sectorielles au sein d'une école gratuite et obligatoire vont créer des dynamiques locales de contestation et préservation des langues vernaculaires. La différence essentielle dans la construction des mouvements culturels et sociaux basques et catalans, inquiets par le mépris, la répression et le recul subis par leur langue, réside dans leur structuration territoriale. Au Pays Basque, cette structuration sera essentiellement transfrontalière et en Catalogne presque exclusivement locale ou située territorialement. Dans ce sens, nous pensons que la forte structuration du mouvement social de la langue au Pays Basque et sa structure transfrontalière lui a permis d'infléchir et de convaincre les élus, les administrations locales et l'Etat de mettre en place une politique linguistique locale et transfrontalière. Inversement, la faiblesse et la disparité du mouvement social de la langue en Catalogne ne lui a permis d'utiliser les réseaux d'action collective et publique que sous la forme d'un guichet. Notre fil argumentaire sera divisé en deux parties. Premièrement, nous proposons d'exposer la construction des cadres de l'action publique en faveur de la langue et l'influence de la structuration territoriale du mouvement social de la langue dans cette construction. Puis, dans un deuxième temps, on explicitera les différences entre les deux terrains choisis, mis en exergue par les changements survenus depuis les années 2000.

### **De la mise en œuvre locale des politiques publiques de la langue aux actions publiques transfrontalières discrètes**

Si les formes d'action collective des mouvements sociaux de l'*euskara* et du catalan répondent bien au répertoire d'action des *Nouveaux Mouvements Sociaux* (LARANA, JOHNSTON, GUSFIELD, 1994), force est de constater par contre, que l'origine des mobilisations ne répond pas à la transformation de la société industrielle et post-industrielle mais bien à la persistance de vieux nationalismes régionaux (JOHNSTON, 1994), dont la grammaire du nationalisme linguistique qui tout en pouvant paraître secondaire suivant les moments, n'en reste pas moins centrale et continue dans l'histoire des mouvements identitaires basque et catalan. L'adoption de lois et de politiques publiques de normalisation linguistique au sud des Pyrénées, suite à l'adoption des Statuts d'Autonomie, et la mise en place de politiques publiques locales de la langue au nord, à partir des années 1990, en sont le reflet.

### ***Analyse des interactions situées d'acteurs de la langue au Pays Basque : entre concurrence et quête de leadership***

La formation des réseaux locaux d'action publique de la langue au Pays Basque n'a pas été exempt de conflits et de luttes politiques lors de la mise sur agenda de la question de la langue locale et d'adoption des politiques publiques qui devait s'en suivre, tant en *Iparralde* qu'en *Hegoalde*. Ainsi, en *Hegoalde*, la mise en œuvre des politiques linguistiques au sein de la Communauté Autonome Basque (CAB) et de la Communauté Forale Navarraise (CFN) a dû faire face à un mouvement social de la langue déjà fort dynamique et structuré. La légitimité du mouvement social de la langue héritée de sa lutte culturelle face au franquisme

lui a permis de se dresser et se justifier de manière aisée face à des jeunes institutions démocratiques autonomiques, fruits d'une constitution espagnole peu légitime en *Hegoalde*.

L'ensemble des politiques publiques de l'euskara tant au sein de la CAB que de la CFN va se voir concurrencé par des structures ou des dynamiques déjà existantes au sein du mouvement social de l'euskara qui à partir des années 1980 commence à prendre de plus en plus l'allure d'une *industrie du mouvement social* (MC ADAM D., MC CARTHY J., ZALD M., 1996) de la langue. Alors que l'axe essentiel de toute récupération linguistique, comme le souligne les sociolinguistes, passe par le secteur éducatif, les administrations autonomiques vont devoir faire face à l'existence d'un réseau dense et fortement structuré des écoles associatives basques, les *ikastola*. Symbole de l'enseignement laïc en euskara et d'une école progressiste à pédagogie avancée, l'*ikastola* représente un espace de liberté conquis sous le franquisme et le fondement d'une communauté, d'un peuple qui se construit de manière autonome et nationale. L'*ikastola* est autonome car elle ne dépend que de ses membres (le corps enseignant et les parents d'élèves), et nationale parce qu'elle a choisi, dès le départ, d'enseigner en *euskara batua* et que son modèle s'est étendu sur l'ensemble du territoire historique basque, *Hegoalde* et *Iparralde* (DAVILA, 1995 ; MATEOS GONZALEZ, 2000 ; TEJERINA, 1999). Mais, si l'enseignement a été et reste l'enjeu de lutte principal dans la mise en œuvre de la politique de normalisation linguistique au sein de la CAB et du *Vascuence*<sup>4</sup> au sein de la CFN, elle ne fut et ne reste pas la seule organisation de l'industrie du mouvement social de la langue basque. Le conflit et la concurrence seront aussi grands et symboliques entre les centres d'enseignement de la langue pour adultes émanant des institutions publiques du gouvernement de la CAB (HABE) et le mouvement d'alphabétisation et enseignement de la langue basque (AEK) issue du mouvement social de la langue. Et, il va en être de même lorsque l'ensemble du mouvement social de l'euskara va décider de créer le premier quotidien de presse écrite en euskara, *Egunkaria*, et que le gouvernement autonome va tenter de sortir son propre quotidien. L'initiative institutionnelle va subir un cuisant échec face au mouvement social et face à l'impossibilité de créer son propre quotidien mais va fortement boycotter l'initiative sociale les premières années du journal (ZALAKAIN, 1993).

Cette polarisation et lutte de légitimité répondant à des économies de grandeurs (BOLTANSKI, THEVENOT, 1991) entre les pouvoirs publics autonomiques, dirigés par le PNV<sup>5</sup> (souvent en coalition, soit avec le PSOE-PSE<sup>6</sup> soit avec EA<sup>7</sup>) et le mouvement social de la langue ne peut cacher la concurrence entre un nationalisme basque institutionnel et un nationalisme radical de la Gauche Indépendantiste<sup>8</sup>. En effet, si les membres de la Gauche Indépendantiste ne sont pas les seuls à s'être investis au sein du mouvement de l'euskara (des membres de EA et du PNV y sont également investis), il n'en reste pas moins qu'ils se sont plus fortement investis et engagés et ce depuis sa naissance et de manière souvent beaucoup plus forte. Ceci va amener tant le nationalisme institutionnel que les forces centrifuges madrilénes à faire fréquemment l'amalgame, entre les deux mouvements, voire à déplacer les

---

<sup>4</sup> Langue basque en espagnol.

<sup>5</sup> Parti Nationaliste Basque, parti historique du nationalisme basque, du centre-droit, fondé par S. Arana, fondateur du nationalisme basque, qui a dirigé la CAB entre 1980 et 2009, sans interruption, puis de nouveau à partir de 2012).

<sup>6</sup> Parti Socialiste Ouvrier Espagnol-Parti Socialiste d'Euskadi, filière locale du parti socialiste espagnol ayant intégré des membres de l'ancienne Euskadiko Ezkerra, héritière d'une partie d'ETA politico-militaire.

<sup>7</sup> Eusko Alkartasuna, scission sociale-démocrate et plus irrédentiste issue du PNV, ayant fait le choix de suivre l'ancien Lehendakari, C. Garaikoetxea.

<sup>8</sup> Représenté historiquement par, Herri Batasuna, Euskal Herritarrok, Batasuna puis EHAK, parti proche de l'ETA.

conflits et les luttes de l'arène politique à l'arène linguistique et culturelle, politisant fortement l'ensemble du champ culturel basque.

La situation en *Iparralde* ne peut, évidemment, être semblable, compte tenu du cadre étatique et de l'histoire bien différente tant du développement des forces politiques nationalistes que du processus de perte de la langue basque. D'ailleurs, la naissance et surtout l'expansion de l'*ikastola* ne va pas se faire sans adversité et opposition de la part des forces politiques classiques françaises et des institutions de l'Etat français. Comment comprendre autrement l'opposition de certaines mairies à l'ouverture et au soutien d'*ikastola* dans leur municipalité et la création par l'Education Nationale, à la suite de la victoire électorale de la gauche en 1981, d'une filière d'enseignement bilingue (*Ikas-Bi*) au sein de l'Education Nationale (BORTAYRU, ETCHEVERRY-AINCHART, GARAT, LERALU, LICHAU, 2005). La fermeture de la structure d'opportunité politique de l'Etat français (TILLY C., TARROW S., 2008) sur l'ensemble des questions *ethnorégionales* et surtout sur la question des langues régionales et le manque d'institutions propres regroupant l'ensemble d'*Iparralde* au sein d'une structure administrative telle qu'un département, n'ont pas facilité la mise sur agenda local et la mise en place d'actions publiques locales de langue basque.

La première reconnaissance intégrale et officielle de l'*ikastola* ne viendra qu'en juillet 1994, alors que ces dernières existent en *Iparralde* depuis 1969 (date de la création de la première *ikastola*). Du fait de l'enjeu de la reconnaissance d'une école laïque en langue basque, comme modèle d'enseignement et outil de récupération linguistique, *Seaska* va chercher pendant des années l'institutionnalisation et un accord-cadre pour que ses élèves ne soient pas continuellement discriminés scolairement et économiquement. L'année 1994 n'est pas seulement celle de la reconnaissance par l'Education Nationale d'un modèle scolaire propre à *Iparralde*, elle est également celle du début d'une réflexion sur l'aménagement du territoire entreprise par le Sous-Préfet des Pyrénées-Atlantiques. La mise en place progressive d'outils de gouvernance locale grâce à la constitution d'un Conseil de Développement du Pays Basque et d'un Conseil des Elus du Pays Basque, va offrir, enfin, une arène publique au mouvement politique, social, économique et culturel identitaire basque (SEGAS, 2004 ; AHEDO, 2003). De plus, la mise en place d'un volet linguistique au sein de la Convention Spécifique de 1997 va pour la première fois, programmer une politique publique de la langue et octroyer une enveloppe distincte de celle de la culture.

Cette reconnaissance et attention spécifiques sont une grande victoire pour le mouvement social identitaire et plus spécialement pour celui de l'euskara qui voit enfin ses revendications s'inscrire sur un agenda politique local malgré l'inexistence d'institutions publiques propres. La mise en place d'une gouvernance spécifique, dont le premier but était de canaliser et d'insérer le mouvement de contestation identitaire au sein d'un espace public classique afin qu'il abandonne ses formes radicales, ne va s'accomplir que partiellement. Si le mouvement identitaire investit fortement l'ensemble des arènes, espaces et semi-institutions qui lui sont offertes, il ne les intègre que pour mieux les détourner. Ainsi, la mise en place du premier cadre de gouvernance va faire l'objet d'une lutte incessante de cadrage entre le mouvement social, les élus locaux et les services de l'Etat. Le cadre premier (GOFFMAN, 1991 ; CEFAÏ, 2007) proposé par l'Etat au sein d'une Convention Spécifique et politique de d'aménagement du territoire, avec la mise en place des *Pays*, va être dévié et recadré comme résultat d'une lutte politique, afin que non seulement, l'officialisation de la langue soit inscrite à l'agenda mais qu'également, des revendications plus larges comme la création d'une Chambre d'Agriculture spécifique, une Université de plein exercice et la création d'un département Pays Basque le soient aussi. Cependant, l'exacerbation du conflit et la lutte de cadrage vont aboutir à une crise de participation au sein des instances de gouvernance

obligeant les acteurs à ouvrir un nouveau cycle de protestation (TARROW, 1994) afin qu'une nouvelle fenêtre d'opportunité politique s'ouvre à eux.

### *De l'impasse frontalière à la légitimation nécessaire de l'action locale transfrontalière catalane*

Contrairement au modèle basque, la Catalogne n'a pas connu de mouvement linguistique d'envergure *trans*-territorial regroupant l'ensemble de son territoire, ou du moins le *Principat* et la Catalogne du Nord. Chacun de ces territoires a vu se développer des mouvements sociaux de la langue distincts, locaux et insérés au sein de cadres d'action de protestation locaux bien différenciés. Mais, ce développement distinct et autonome l'un de l'autre, aux rythmes et enjeux numériques bien différents, ne doit pas cacher les liens structuraux qui ont pu se construire entre le nord et le sud des Pyrénées, tant les actions collectives du nord dépendent en grande partie des actions d'acteurs publics et collectifs du sud.

La construction de la politique linguistique du gouvernement de Catalogne et les controverses qu'elle a pu créer ont fortement été étudiées (CULTIAUX, 1997 ; GARCIA, 1998 ; MILEY, 2006). La traduction (CALLON, 1986) du concept sociolinguistique en politique publique de la langue ou *de normalisation linguistique* est sans doute la plus grande controverse politique (CALLON, LASCOUMES, BARTHES, 2001) qui resurgit à chaque nouvelle action en faveur de la langue catalane. Mais si cette traduction, malgré des oppositions virulentes en Catalogne (de manière minoritaire) et à Madrid (de manière majoritaire) de la part des forces les plus centrifuges et nostalgiques du franquisme, a pu être adoptée avec un grand consensus de la part des différents partis politiques du *Principat*, ce n'est pas seulement parce que la langue catalane représentait un des symboles les plus importants de la lutte antifranquiste, mais surtout, parce que le mouvement social de la langue et identitaire l'avait fortement socialisée et politisée. La forte répression et le recul sensible de la langue catalane dans les milieux urbains, comme Barcelone et ses alentours, étaient vus comme des situations anormales méritant, sous un régime démocratique, une attention et une réparation particulières. La problématisation publique de la *normalisation* linguistique bénéficiait, déjà avant la *Transition*, d'un fort consensus de la part des forces politiques démocratiques (BOYER, STRUBELL, 1994). Il apparaissait alors logique à l'ensemble des forces politiques que la situation linguistique devait être *normalisée*, c'est-à-dire, qu'il fallait promouvoir fortement et prioritairement l'usage et l'enseignement du catalan lorsque la normalisation politique serait atteinte.

Le fort consensus dont avait joui la *Loi de Normalisation Linguistique* catalane en 1983 ne va pas se renouveler lors de sa réactualisation et approfondissement, en 1998 lorsque va être adopté la *Loi de Politique Linguistique*. Le resurgissement des forces centrifuges et nationalistes espagnoles vont recréer la controverse sur le rôle et la place du catalan dans l'enseignement et l'espace public catalan. Comme en 1983, la controverse va venir d'un manifeste en soutien à la langue castillane en Catalogne que des intellectuels trouvent en danger de minoration. Le mouvement politique, identitaire et social de langue avait réussi, au début des années 1980, à porter la question de la langue comme un problème public essentiel à la démocratisation méritant et constituant un large consensus. La forte mobilisation d'un contre-mouvement, le *Foro de Babel*, va bénéficier non seulement du soutien des acteurs intellectuels et médiatiques de Madrid mais également de la complaisance du pouvoir politique de Madrid dirigé par le Partido Popular. Finalement, la nouvelle loi sera approuvée

mais donnera naissance à un nouveau cycle de contestation et de contre-contestation qui se recristallisera lors de l'adoption avortée du nouveau statut d'autonomie en 2006.

Au-delà des lois sur la politique linguistique réglementant le cadre de l'usage et de l'enseignement du et en catalan, la loi ouvre (bien que plus timidement que la *Loi de Politique Linguistique* de la CAB) la possibilité de financement et d'intervention sur d'autres territoires de la langue catalane afin de soutenir des mouvements sociaux de la langue catalane. Ainsi, depuis le début, le mouvement social de la langue catalane de Catalogne Nord a bénéficié du soutien politique et financier des partis catalanistes et des pouvoirs publics du sud des Pyrénées. Cependant, sa structuration éparse et sa faiblesse numérique, malgré le support actif des *germans* (frères) du sud, ne lui ont pas permis de prendre la même place que celle qu'occupe aujourd'hui le mouvement social de la langue en *Iparralde*. Le manque de structuration et d'institutionnalisation du mouvement social de la langue catalane au sud consolidé comme une alternative sociale aux institutions publiques a poussé le mouvement social catalaniste du nord des Pyrénées à devoir s'inspirer des dynamiques ethnolinguistiques des autres territoires périphériques de l'Etat français.

La force du cadre étatique français et le manque de référence propre du sud de la Catalogne pouvant être reproduit en Catalogne Nord vont pousser le mouvement catalaniste du nord à prendre exemple sur les mobilisations et acteurs des langues régionales basque, breton, occitan... Ainsi, sur le modèle des *Ikastola*, un groupe de parents d'élèves du Roussillon va créer des écoles laïques immersives en catalan, appelées *La Bressola*. D'autres, vont fonder des radios, des cours d'enseignement et d'alphabétisation du catalan ou des mouvements sociaux locaux en faveur de la *normalisation* de la langue catalane dans une société fortement encadrée par le référent jacobin. Une des particularités de la Catalogne Nord vis-à-vis d'*Iparralde* est que, malgré une forte opposition de la part des pouvoirs publics de l'Etat français, comme la Préfecture de Perpignan, ou du Conseil Général des Pyrénées Orientales, ce sont les parents d'élèves de l'Education Nationale qui se mobilisent, avec le soutien des pouvoirs publics de la *Generalitat* pour créer et développer la filière bilingue catalane (BAYLAC-FERRER, 2009).

D'autre part, comme pour *Iparralde*, le mouvement social de l'enseignement de la langue de Catalogne Nord va se voir reconnaître le statut d'école privée sous-contrat avec l'Education Nationale pour les écoles de *La Bressola* et le Collège *Comte Guifreu*. Particularité non négligeable, l'école *Arrels* de Perpignan ayant fait scission de la fédération de *La Bressola* (en 1981) va faire le choix de s'intégrer à l'Education Nationale et être, à partir de là, fortement soutenue par la nouvelle équipe municipale emmenée par le jeune maire, J.P. Alduy. Véritable entrepreneur politique, le fils du maire sortant, tente une posture en rupture avec la ligne de son père. Voulant représenter un centre droit « progressiste », il construit une alliance avec le parti catalaniste, *Unitat Catalana*, qui lui permet d'insuffler une nouvelle ligne politique originale au niveau local et d'établir des contacts avec les pouvoirs publics du sud, dirigés par les catalanistes. Le parti catalaniste lui ouvre son carnet d'adresses en échange d'une politique identitaire affirmée (MAURY, 2006). Cet engagement de la municipalité de Perpignan va de la promotion de la ville comme *Perpinya la catalana* (Perpignan la catalane), à l'ouverture d'une délégation de la mairie à Barcelone en passant par la subvention de 1000 heures de catalan dans les écoles publiques de la ville et un soutien actif à l'école *Arrels*.

La contrainte de la structure d'opportunité politique et le manque de structuration de type transfrontalier en Catalogne, contrairement au Pays Basque, fait que le mouvement social de la langue catalane, malgré des appuis financiers et politiques de la part des *germansdelsud*,

reste isolé au sein d'un territoire pan-catalan regroupant plus de 9 millions de catalonophones (BOIX-FUSTER, MILIAN-MASSANA, 2003). Cependant, cette particularité du nord de la Catalogne n'est pas unique, puisque tant les mouvements catalanistes des Iles Baléares et du *Pays Valencien* que de la *Franja du Ponent* se mobilisent de manière éparse et isolée. D'autant plus que, certains territoires comme Valence et la *Franja du Ponent* doivent faire face à des contre-mouvements centrifuges et nationalistes espagnols très virulents ainsi qu'à un système politique local fermé à toute revendication identitaire ou linguistique (BODOQUE ARIBAS, 2009 ; BOIX-FUSTER, MILIAN-MASSANA, 2003).

### *Les Sociolinguistes : experts au service du pouvoir ou transcendeurs au service des acteurs de la langue ?*

Pièce maîtresse du pouvoir, et aujourd'hui de plus en plus des mouvements sociaux, les experts et l'expertise deviennent un enjeu de lutte politique toujours plus grand dans l'élaboration et le cadrage des politiques publiques (CALLON, LASCOUMES, BARTHE, 2001). Dans ce sens, l'expertise sociolinguistique a très fortement participé à la construction du problème linguistique comme problème public en Catalogne et au Pays Basque et au cadrage des politiques publiques de la langue.

Issue d'une sociolinguistique militante, la sociolinguistique catalane s'est construite comme une science, une expertise militante au service de la communauté linguistique, comprise comme une « communauté nationale » dont la base essentielle est la langue. Finalement, le nationalisme est à la sociolinguistique ce que la nation est à la communauté linguistique, l'histoire à la langue, l'oppression à la diglossie, la souveraineté à la normalisation : une mise à jour apparemment parfaite (FISHMAN, 1967 ; LEPETRE, BANERES, 2003). L'une des caractéristiques des sociolinguistes basques et surtout catalans est leur investissement militant sinon partisan et la plupart du temps fortement politique. Les sociolinguistiques catalane et basque sont issues de la conjonction de deux mouvements : la constatation objective de l'aggravation de la répression culturelle et l'organisation d'un fort mouvement de résistance sociale par le militantisme linguistique sous le franquisme. D'autre part, soulignons la capacité pour la sociolinguistique catalane de s'être érigée et faite dans le champ de la sociolinguistique comme science à part entière à l'échelle mondiale. La sociolinguistique catalane est si parfaite que le nationalisme politique et le mouvement social de la langue ne vont avoir aucune difficulté à s'en servir comme cadre d'action publique de la langue et à en tirer des grammaires politiques et de mobilisations ainsi que le vocabulaire des motifs d'actions nécessaires à toute lutte politique.

Comme indiqué, la sociolinguistique catalane est issue de la conjonction de deux mouvements : l'aggravation de la répression culturelle et l'organisation d'un fort mouvement de résistance sociale par le militantisme linguistique sous le franquisme ainsi que du développement de la sociolinguistique critique comme science à part entière à l'échelle mondiale (CULTIAUX, 1997). Dès le retour de la démocratie, c'est-à-dire à une situation devant être considérée comme « normalisée », la construction d'une politique linguistique de la langue catalane va aller de soi, puisque les sociolinguistes ont durant près de 15 ans participé à définir, interpréter et revendiquer la langue comme un problème public essentiel à la nation et à la démocratie. Mais la sociolinguistique se fondait sur l'éthique de la conviction (qui ne peut être confondue avec l'éthique de la réussite) progressiste, teintée de pragmatisme et de pensée instrumentale. Ayant accédé aux (co)responsabilités minimales du pouvoir, avec l'arrivée des catalanistes de *Convergencia i Unió* à la *Generalitat*, la sociolinguistique



catalane va devoir assumer en toute logique l'éthique de la responsabilité. Les conséquences vont être d'ordre complètement contradictoire. En effet, avec l'adoption de la *Llei de NormalitzacioLlinguistica* en Catalogne en 1983, la langue catalane va devenir la langue du pouvoir, fragilisant le concept de *diglossie* (motif essentiel de la normalisation), puisqu'il est plus difficile de démontrer qu'une langue de pouvoir puisse être victime de diglossie. Par ailleurs, les lois linguistiques vont entraîner une bureaucratisation de l'action linguistique. A la sociolinguistique académique, au sein de la *Generalitat*, va s'ajouter la sociolinguistique fonctionnarisée, laissant ainsi à l'écart la sociolinguistique critique et ouvrant l'ère d'une sociolinguistique experte au service du pouvoir au sein de l'Institut de Sociolinguistique Catalane et non plus à une sociolinguistique critique émanant du mouvement social (LEPETRE, BANERES, 2003).

En Pays Basque, la longue marche vers l'unification et la standardisation de la langue basque va centrer le débat linguistique des scientifiques et experts de la langue basque sur la construction de l'*Euskara Batua* (Euskara unifié) laissant de côté les aspects sociolinguistiques, même si la situation sociolinguistique est un argument fort et une cause de la construction du nationalisme basque. Or, que l'actif performatif de l'identité basque soit le fait, de parler la langue, transforme les études sociolinguistiques en baromètre fondamental de l'état de santé de la communauté « nationale » et de son identité. Puisque *Euskal Herria* se définit comme le pays où l'on parle basque, il est d'autant plus important de suivre l'évolution sociolinguistique du Pays Basque. Le recul incessant de la langue basque sur son territoire historique est d'autant plus traumatisant que l'identité est liée à la langue et que son recul est assimilé à un recul de la conscience d'être basque et du sentiment d'appartenance à la communauté basque.

Fortement influencée par la sociolinguistique catalane, la sociolinguistique basque ne va se constituer que tardivement et de manière essentiellement militante avec la création d'une revue sociolinguistique, *BAT*, et d'un groupe de recherche *Soziolinguistika Institutua Sortzen*. Le groupe va se constituer autour de la figure emblématique de J.L. Alvarez Enparantzan, *Txillardegi*<sup>9</sup> ce qui ne va pas faciliter son institutionnalisation et reconnaissance scientifique. D'autant plus que, dès le premier numéro, l'éditorial revendique la place pour une sociolinguistique critique, c'est-à-dire critique de l'action publique des gouvernements encadrant le Pays Basque (dont le Gouvernement de la CAB dirigée par les nationalistes modérés du PNB). Cependant, au-delà de la posture critique, il existe un point en commun fondamental entre le groupe de sociolinguistique critique basque, qui se veut au service du mouvement social, et les études sociolinguistiques officielles faites par le pouvoir autonome de la CAB : la prise en compte de l'ensemble du territoire de la langue comme cadre d'analyse et donc d'action, comme si le problème public de l'euskara ne connaissait pas de frontières ni de limites administratives.

Depuis 1989, date la première enquête sociolinguistique faite par le gouvernement basque sur la situation de l'euskara, l'ensemble des études a pris comme objet territorial et comme population l'ensemble du Pays Basque. Cette manière de construire le problème politique de la langue a eu l'appui d'institutions culturelles ou de gouvernance locale en *Iparralde* mais elle a dû faire face à une grande opposition du gouvernement de Navarre lorsque le parti *Union del Pueblo Navarro* (Union du Peuple de Navarre)<sup>10</sup> a dirigé la CFN. Une étude sociolinguistique sur l'euskara portant sur l'ensemble du territoire basque, matérialisant l'existence d'un Pays de la langue basque confondu avec le Pays Basque

---

<sup>9</sup>*Txillardegi* est un des fondateurs du groupe terroriste ETA et un militant et intellectuel organique de la Gauche Indépendantiste.

<sup>10</sup>Force régionaliste navarraise, conservatrice de droite, proche du PP.

politique (construction nationaliste), ne peut qu'être rejetée par le parti régionaliste UPN et les forces centrifuges niant l'existence du Pays Basque par-delà les frontières comme le PP ou UPyD<sup>11</sup>. Et ce, d'autant plus que, cette construction du problème public sert d'argument politique aux mouvements sociaux de la langue et forces nationalistes pour que soient menées des politiques linguistiques de l'euskara sur l'ensemble du territoire de manière coordonnée, planifiée, voire guidée par une institution transfrontalière.

La territorialisation du problème linguistique basque construite par les études sociolinguistiques n'a pas d'équivalent en Catalogne. Ainsi, si le *Principat* de Catalogne dispose d'une pléthore d'études sociolinguistiques de son territoire et de ses infra-territoires, on ne recense aucune étude sociolinguistique globale reprenant l'ensemble du territoire de la langue catalane comme pour le cas basque. S'il existe bien des études et ouvrages collectifs regroupant l'ensemble du territoire *pancatalan*, la multiplicité des administrations, la multiplicité des partis politiques dirigeants les administrations locales et la forte animosité du gouvernement valencien, et surtout du PP valencien et des forces régionalistes conservatrices valenciennes empêchent tout travail en commun. Il n'existe pas de consensus politique sur l'unicité de la langue catalane, et ce, même si un consensus sur son unité linguistique existe dans le champ scientifique. Le séparatisme linguistique, construit comme un contre-mouvement du catalanisme politique promu par les forces régionalistes valenciennes et centrifuges du PP, est la principale cause de l'éparpillement du mouvement social de la langue. Cependant, l'utilisation partisane du particularisme linguistique valencien comme arme anti-catalaniste n'est pas un contre-mouvement nouveau puisqu'il remonte à la période franquiste, époque à laquelle la bourgeoisie et les notables de Valence ont folklorisé et accentué (en connivence avec les pouvoirs centraux de l'époque) les différences avec le catalan littéraire barcelonais, afin de mieux assoir son hégémonie locale face à la Barcelone moderne, rouge et nationaliste.

On peut considérer que tant la sociolinguistique basque au sein de SEI-BAT que l'Institut de Sociolinguistique Catalane participent au cadrage et au formatage des débats publics sur les politiques publiques par une activité intense de publications, de prises de positions publiques de leurs membres dans les médias et au sein du mouvement social et de contacts directs avec des acteurs des politiques publiques (HASSENTEUEL, 2008). D'autre part, la construction de telles études sociolinguistiques par les experts et universitaires du fait de leur rareté sur certains territoires (elles ont un coût économique difficilement assumable par un mouvement social) sont d'une grande utilité aux acteurs de la langue. C'est la raison pour laquelle le gouvernement basque, dirigé par le PNV, a tenu à les faire de manière régulière et globale et ce, malgré leur coût et l'opposition de l'administration forale navarroise. Enfin, ces études financées et coordonnées par des gouvernements nationalistes du sud comblent une lacune historique de l'Etat Français vis-à-vis de ses langues régionales (NIEL, 2007) et fournissent un outillage théorique et pragmatique aux mouvements sociaux de la langue basque (et catalane, dans une moindre mesure puisque les enquêtes financées par la *Generalitat* sur la Catalogne Nord sont essentiellement qualitatives).

Les enquêtes par un travail de thématisation de la situation sociolinguistique des langues forgent les causes politiques des mouvements sociaux et participent au cadrage et à l'interprétation du niveau linguistique comme problème public par des ; des opérations de désignation d'éventuels responsables et coupables, que sont les politiques linguistiques des Etats français et espagnols ; des victimes, comme les communautés linguistiques basque et catalane, qui sont assimilées au peuple basque et catalan ; des justiciers, représentés par les

---

<sup>11</sup>Force jacobine, néoconservatrice et centrifuge *espagnoliste* issue de la gauche espagnole du PSOE.

organisations des mouvements sociaux des langues basque et catalane ; des procédures de qualification de causes et d'intentions fournies par le corpus théorique de la sociolinguistique ; des dommages et des réparations auxquelles on peut assimiler les politiques de normalisation linguistique. D'autre part, le risque potentiel de la disparition des langues basque et catalane sur certains de leurs territoires est basé sur un faisceau d'indices et d'hypothèses qui ne sont pas encore validés mais qui permettent de déclencher une alerte sociale et politique. D'autre part, l'heuristique de la « peur » de la perte de la langue et du temps à rebours pour les langues régionales est continuellement utilisée par les acteurs collectifs et les mouvements sociaux des langues basque et catalane sur la base des études et enquêtes quantitatives sociolinguistiques réalisées. On entre ainsi dans l'ère du soupçon où le danger potentiellement plausible alimente les débats qui portent sur la matérialité des effets constatés dans les enquêtes sociolinguistiques des politiques publiques de la langue basque et catalane (CALLON, LASCOURMES, BARTHESES, 2001). La dramatisation de la possible mauvaise santé ne fait que rajouter de l'indignation et de l'émotion à l'action collective et publique et au discours des mouvements sociaux des langues basque et catalane qui agissent comme des lanceurs d'alertes (JASPER, 2001), face à des administrations trop lentes ou complaisantes avec le danger de la disparition « dramatique » de la langue (en termes écolinguistiques) et du rôle de la diglossie dans ce processus.

### **Le changement : ou comment expliquer le recadrage des réseaux d'actions publiques transfrontalières de la langue**

Comme l'ont montré les études sur l'institutionnalisation et la mise en œuvre de la gouvernance locale en Pays basque (AHEDO GURRUTXAGA, 2003 ; SEGAS, 2004) et l'inscription nécessaire de la présence des institutions de la *Generalitat* dans la quasi-totalité des actions collectives et publiques en faveur de la politique identitaire catalane de Catalogne Nord (MAURY, 2006), l'intégration des pouvoirs publics dans les politiques linguistiques transfrontalières est le fruit d'une stratégie du mouvement social ou d'une nécessité légitimatrice exigée par les pouvoirs publics français. Il est indéniable que dans les années 2000 on a assisté à un changement radical de la politique linguistique sur les territoires basque et catalan de France voyant se constituer des dynamiques publiques transfrontalières en faveur des langues basque et catalane. De fait, se sont constitués des réseaux d'action publique transfrontalières. On est passé d'une action nationaliste de soutien au mouvement social de la langue du nord par les pouvoirs publics du sud des Pyrénées, dirigés par des nationalismes modérés, à la construction collective de politiques publiques de la langue, où les pouvoirs publics français sont partie intégrante du réseau d'action publique. Ce changement répond clairement à une stratégie plurielle des actions et engagements des mouvements sociaux des langues basque et catalane de France, mais également, à l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité politique offerte par la construction européenne et le cadre des actions en faveur des relations transfrontalières soutenues par l'Union Européenne.

### ***Du local au national en passant par le transfrontalier : la transformation des cadres et des réseaux d'action publique de la langue***

Avec la mise en place à partir du milieu des années 1990 d'une politique d'aménagement du territoire instaurant une gouvernance locale en Pays Basque et le changement d'équipe au sein de la municipalité de Perpignan, les anciens réseaux d'action collective de soutien du sud des Pyrénées envers le nord vont subir de forts changements. Tout d'abord en *Iparralde*, les anciens réseaux et la mise en place d'une institution d'élus nationalistes, Udalbiltza, vont être vus comme concurrents et délégitimants le cadre de gouvernance instauré par l'Etat français au niveau local. Le cadre catalan, s'il est différent, n'en reste pas moins aussi marqué par un changement nécessaire dû au fait de l'accroissement du mouvement social de la langue.

A la suite du cessez le feu déclaré par l'ETA (m) entre 1998 et 1999, les partis politiques nationalistes vont mener une stratégie d'alliance nationale et mettre en place des dynamiques de construction *nationale*. Dans ce sens, la constitution de l'assemblée des élus nationalistes, Udalbiltza, va canaliser une grande partie des aides fournies par les pouvoirs publics d'*Hegoalde* afin de financer différents projets de développement d'*Iparralde*, au sein desquels, le financement des actions en faveur de la langue revêt une grande importance. Les apports financiers de cette institution nationaliste proviennent essentiellement du gouvernement basque, des *diputaciones* et des mairies d'*Hegoalde*. Les principales destinations sont les financements des mouvements sociaux de la langue d'*Iparralde* et de Navarre, ce qui va engendrer de nombreuses controverses et polémiques. Ainsi, les forces politiques centrifuges de Navarre (essentiellement l'UPN et dans une moindre mesure le Parti Socialiste Navarrais, PSN) et d'*Iparralde* (la question basque, sur ce territoire, divise au-delà des clivages classiques partisans, ce qui fait que l'on trouve autant d'opposants que de soutiens à cet interventionnisme d'*Hegoalde* au sein de l'UMP, au centre qu'au Parti Socialiste Français, PSF). En Navarre, le financement d'organisations du mouvement social de la langue et surtout d'*Ikastola* dans les zones débasquisées du Sud de la province est dénoncé comme une ingérence nationaliste dont le but est de nier le particularisme navarrais et de mener de manière *panbasquiste* des actions de construction nationale hors de la CAB (AMADO-BORTHAYRE, 2012 ; ERICE 2002). En *Iparralde*, cette intervention est vue comme une ingérence nationaliste sapant le travail de construction du consensus créé sur le projet *Pays Basque 2010* et de construction d'outils de gouvernance locale (AMADO-BORTHAYRE, 2012 ; THOMAS, 2005).

Une forte crise va toucher les institutions de gouvernance d'*Iparralde*, où les nationalistes, mouvements sociaux de la langue et les personnalités *basquistes* constatent qu'elles ne pourront pas avancer et utiliser ces institutions pour assouvir leurs revendications identitaires (création d'une Chambre d'Agriculture et d'un département pour le Pays Basque, la co-officialisation de la langue basque et la création d'une université de plein exercice) ce qui entraîne une forte contestation du cadre participatif de la gouvernance et de sa légitimité. Les contestataires soulignent que la démarche participative est devenue un objectif en soi, et que le travail sur un projet consensuel, évacuant le conflit politique latent, ne cherche qu'à masquer et effacer les revendications identitaires fortement soutenues par la population d'*Iparralde*. Il est vrai que l'exacerbation du conflit et les interventions constantes d'Udalbiltza participent à la décrédibilisation du cadre de la gouvernance dont la grammaire consensuelle est fondamentale pour son bon fonctionnement. Dès lors, afin de contrer un mécontentement des organisations du mouvement social identitaire qui monte, corrélée à une forte mobilisation des acteurs contestataires, les pouvoirs publics vont tenter de regagner de la crédibilité face à Udalbiltza. L'Etat et les dirigeants des instances de gouvernance vont se mettre d'accord sur la mise en place d'un Conseil de la Langue Basque (CLB) dont le but sera de gérer la politique linguistique locale mais vont en même temps repousser l'ensemble des autres revendications identitaires (création d'un département, d'une Chambre d'Agriculture et

d'une Université de plein exercice). Mais la lenteur administrative pour la mise en place d'une telle institution et la difficile composition budgétaire tripartite (Etat, Région, Département) ne font qu'accentuer les critiques des acteurs collectifs de la langue insistent sur l'urgence et la gravité de la situation de la santé sociolinguistique de l'euskara.

Le financement constant des actions en faveur de l'euskara de manière fluide et publique (officielle) de la part des administrations d'*Hegoalde* ainsi que les conflits de lutte de cadrage de l'intervention du CLB vont mener celle-ci à une impasse et à la constitution d'une nouvelle institution, l'Office Public de la Langue Basque (OPLB) au sein duquel l'ensemble des acteurs agissant ou voulant agir en faveur de la langue en *Iparralde* vont constituer le réseau d'action publique de la langue. La gouvernance du réseau sera partagée en trois parties : les services de l'Etat, les représentants des institutions de gouvernance locale (le CEPB et le CDPB) ainsi que les acteurs collectifs de la langue. Le Gouvernement basque de la CAB, au travers d'un représentant, issu de son secrétariat à la Politique Linguistique, est invité à siéger sans avoir de droit de vote au sein de l'OPLB. Ce qui devient fondamental dans cette nouvelle instance, ce n'est pas tant la présence officielle d'un délégué de la CAB mais la participation financière de cette dernière, c'est donc que le gouvernement d'Euskadi participe de manière constante et continue au budget de l'OPLB. Ainsi, de manière officielle et matérielle, les instances de gouvernance du réseau d'action publique de la langue intègrent le financement de leur budget par une institution étrangère au territoire national français, mais qui est intégrée dans le territoire de la langue basque. A l'inverse la Navarre s'oppose toujours à toute relation institutionnelle et à tout financement d'organisations du mouvement social de la langue de son territoire par des institutions dirigées par des nationalistes basques.

La faiblesse du mouvement de la langue catalane et du catalanisme politique en Catalogne Nord sont la principale cause de l'infléchissement de la politique identitaire du Conseil Général qui se refuse à instaurer une politique linguistique propre sur l'ensemble de son territoire<sup>12</sup>. La mise en place par la mairie de Perpignan d'une politique publique identitaire catalaniste et la constitution d'une Régie à la Culture Catalane (qui deviendra l'Institut Font Nova) ne sont pas étrangères à cet hermétisme départemental. D'autre part, l'ouverture d'une délégation officielle de la *Generalitat de Catalunya* dans le centre historique de Perpignan va fortement lier la ville de Perpignan aux institutions du sud des Pyrénées au détriment du département. Cette délégation, dont l'objectif officiel est de promouvoir les relations transfrontalières catalanes, tant au profit des acteurs collectifs du nord que de ceux du sud des Pyrénées, dispose d'un budget propre et informe sur les possibilités de financement direct auxquelles des acteurs privés de Catalogne Nord peuvent prétendre auprès de la *Generalitat*. Parmi ces aides, la majorité concerne évidemment les actions collectives en faveur de la langue que la *Loi de Politique Linguistique* et le Statut d'Autonomie permettent de financer. Ainsi, les aides publiques, qui auparavant étaient discrètes, voire indirectes se font désormais de manière officielle au travers de cette délégation, qui est en passe de devenir un guichet de financement, tant les financements et les aides provenant des institutions françaises pour le mouvement social de la langue catalane sont faibles. Bienfaiteurs des organisations sociales de la langue, l'intervention des *germans del sud*, paradoxalement, n'est pas considérée comme une ingérence. Il est, d'ailleurs, intéressant de voir comment le maire de Perpignan accueille l'ouverture de cette officine : « Trois siècles et demi après, la *Generalitat de Catalunya* est de retour à Perpignan ! Certes,

---

<sup>12</sup>Raison pour laquelle notre objet d'étude se limite, pour des raisons heuristiques comparatistes, à l'exemple de la mairie de Perpignan, puisque notre objectif théorique de thèse de doctorat était de montrer comment les politiques locales contemporaines se construisent de plus en plus de manière collective et en réseau.

pas avec les mêmes compétences... (...). C'est aujourd'hui un vrai moment historique pour Perpignan »<sup>13</sup>.

Si l'ouverture de ce guichet au service des organisations du mouvement social de la langue ne répond pas de prime abord à une construction collective d'une politique publique de la langue catalane, elle permet, cependant, d'officialiser une aide qui jusque-là était effective mais discrète. Cette discrétion s'explique par un nombre peu élevé d'organisations à financer mais également, par le passage d'un préfet fortement opposé aux identités et langues régionales qui agrandement traumatisé l'ensemble du secteur du mouvement social de la langue en Catalogne Nord<sup>14</sup>.

Seule exception d'envergure au cas catalan, le financement des cours de catalan au sein de l'enseignement public, géré par l'Association Pour l'Enseignement du Catalan (APLEC), qui constitue l'unique construction collective de politique linguistique transfrontalière. Pour le reste, les organisations du mouvement social reçoivent, de manière inégalitaire, des aides et des subventions de la part d'institutions publiques locales ou nationales françaises et de pouvoirs publics de Catalogne gérés par des partis catalanistes mais, force est de constater, qu'il n'existe pas de coordination ou de volonté de créer sous les auspices du Conseil Général (qui est l'institution regroupant l'ensemble du territoire Nord catalan) d'une instance de gouvernance transfrontalière en matière linguistique. Dès lors, les actions volontaristes de la mairie de Perpignan sur l'identité catalane de la ville et en faveur de la langue paraissent bien isolées et mineures face à l'enjeu du recul sociolinguistique de celle-ci.

### *Les engagements pluriels et la structuration des mouvements sociaux comme éléments indispensables de construction d'actions publiques transfrontalières*

Un regard historique et global de la pluralité et de la structuration des organisations du mouvement social de la langue et une mise en perspective avec les autres acteurs collectifs nationalistes ou identitaires permettent de comprendre l'évolution et la structuration des relations et des actions transfrontalières entrepris par les acteurs de la langue en Pays Basque et en Catalogne.

Comme on le soulignait, l'une des principales caractéristiques des mouvements sociaux de la langue du Pays Basques est que, contrairement au cas catalan, ils sont quasiment tous organisés sur un cadre d'action *national* ou territorial de la langue basque de part et d'autre de la frontière. Que se soient les *Ikastola*, l'Académie de la langue basque (Euskaltzaindia), l'institut de recherche basque (Euskolkaskuntza), les groupes de pression ou lobbys (EuskalHerrianEuskaraz, Kontseilua), les maisons d'édition en langue basque (Elkar), le quotidien en *euskara* (Berria), ou même le réseau des radios associatives basques (EuskalIrratiak) qui dispose d'une station radiophonique transfrontalière (Antxeta) et qui fait partie du réseau des radios associatives en langue basque, les associations culturelles (fédération de la danse basque, des *bertsulari*...). Ils sont tous organisés de manière *nationale* (AMADO-BORTHAYRE, 2006). Cette structuration permet aux organisations locales

---

<sup>13</sup>Discours de J.P. Alduy lors de l'inauguration de la *Casa de la Generalitat*, le 5 septembre 2003, reproduit in, Maury C., *op.cit.*, p.251.

<sup>14</sup>Il s'agit du préfet Bonnet, qui peu de temps après sera nommé en Corse. A ce sujet voir, Duran M., *Bernard Bonnet : un préfet chez les Catalans*, Ed. de la Tempestad, Barcelona, 2001

d'*Iparralde* de tirer profit de ses engagements pluriels, tant à un niveau local au sein du cadre des institutions de l'Etat français qu'au niveau *nationale* basque. Et ce, d'autant plus que l'ensemble des partis politiques nationalistes basques sont également organisés de manière *nationale* ou transfrontalière (et dont les délégations d'*Iparralde* siègent au sein des comités de direction internes aux partis) ce qui conditionne leur action tant au nord qu'au sud de la Bidassoa.

Cette structuration *nationale* des organisations du mouvement social de l'euskara permet une interpellation plus rapide et directe des acteurs de la langue auprès des administrations d'*Hegoalde* sur les besoins et les urgences que l'on trouve en *Iparralde*, mais également, comme cela a été le cas jusqu'à la naissance de l'Office Public de la Langue Basque, d'un financement direct ou indirect d'acteurs de la langue basque d'*Iparralde* par les pouvoirs publics d'*Hegoalde*. Des financements directs aux fédérations et délégations *nationales*, siégeant en *Hegoalde*, pouvaient également faire l'objet de politiques publiques de la langue indirectes ou discrètes en aboutissant, par ricochet, en *Iparralde*. D'autre part, la forte concurrence et la lutte politique entre le nationalisme basque institutionnel (le PNV et EA) et la Gauche Indépendantiste Radicale (Herri Batasuna puis Batasuna) a indirectement conditionné des débats et les votes de budget du gouvernement d'Euskadi, comme s'en sont plaints certains membres du PNV d'*Iparralde*. Ainsi, la Gauche Indépendantiste a souvent conditionné son vote favorable ou son abstention, des budgets autonomiques d'Euskadi, à l'aide financière octroyée aux organisations du mouvement social de la langue basque de Navarre et d'*Iparralde*.

En matière de structuration transfrontalière discrète, le mouvement social de la langue nord catalan n'est pas en reste. Ainsi, si l'hostilité ou l'indifférence des principales administrations locales (régionales ou départementales) n'ont pas permis au mouvement social de la langue de prétendre à la construction d'une politique publique de la langue transfrontalière et à l'aide financière pour le développement de la langue catalane, la précarité et la pénurie financière et matérielle du mouvement du nord ont toujours susciter la bienveillance des *germansdel sud*. Dès les années 1980, des catalanistes de tous bords vont se regrouper pour aider les organisations du mouvement social de la langue de Catalogne Nord. Ne pouvant apporter une aide financière directe, pour des questions légales et politiques, les organisations du nord et un ensemble de personnalités politiques, culturelles et économiques du sud vont se regrouper au sein d'associations telles que les Amics (amis) de la Bressola et les Amics d'Arrels. Ces associations ont pour but d'informer et de sensibiliser le public et les pouvoirs publics catalans du sud sur la situation précaire et le manque de moyens financiers dont est victime le mouvement social de la langue catalane. Alors que plusieurs mairies au travers d'une cotisation annuelle aident la Bressola et l'association Arrels, les *diputaciones*, *comarcas* et la *Generalitat* participent par des dotations et des subventions au financement de manière indirectes des actions collectives des principales associations de la langue de Catalogne Nord. Légal et public, ce financement aussi discret qu'indirect va se prolonger jusqu'à aujourd'hui et fait partie de ce que l'on peut appeler une politique publique de la langue discrète dont la fond est identitaire.

Cependant, contrairement au Pays Basque où le financement discret se faisait au travers d'une structuration organisationnelle transfrontalière ou *nationale*, en Catalogne, la constitution d'associations d'entraide oblige les dirigeants du Nord à jouer les VRP de manière directe auprès des pouvoirs publics et des médias du Sud. Ainsi, il n'est pas rare de voir le président de la Bressola se prononcer et interpellier les pouvoirs publics du *Principat* au sujet des difficultés et de la nécessité d'aider les organisations de la langue catalane du Nord

au nom de la continuité nationalitaire sur les médias du *Principat*(AMADO-BORTHAYRE, 2012).

### *Le cadre transfrontalier des actions publiques et collectives au Pays Basque et Catalogne : un cadre européen explicite ou implicite ?*

Il est indéniable que les politiques régionales et transfrontalières européennes ont pu être vues par les acteurs périphériques-nationalitaires européens comme une structure d'opportunité politique, surtout au Pays Basque et en Catalogne (AHEDO GURRITXAGA, ETXEBERIA, LETAMENDIA, 2004 ; ITHURRALDE, 2002 ; KEATING, 1998). Cependant, si les politiques européennes ont offert une nouvelle structure d'opportunité politique aux communautés autonomes basque et catalane, il semblerait que l'ouverture de la fenêtre n'ait pas été aussi féconde que prévue et que les régions européennes, surtout celles qui aspiraient à plus d'émancipation vis-à-vis de leurs Etats, n'aient pas réussi à en tirer autant de bénéfices qu'elles en espéraient (BOURNE, 2008). Profondément fédéralistes européens, les partis modérés nationalistes basques (PNV et EA) et catalans (CiU et ERC) n'ont pas réussi à créer un échelon infra-étatique structurel européen et ce, notamment, à cause de la mise à l'écart du Conseil Européen des Régions par le projet de Constitution Européenne qui aurait pu jouer le rôle d'un sénat européen (ELIAS, 2008). Soulignons également, qu'au-delà des déceptions et de la modestie du levier européen pour les institutions régionales, le cadre européen et transfrontalier a été investi de manière inégale par les acteurs de la langue en Pays Basque et en Catalogne.

Le cadre européen a toujours été revendiqué par le mouvement catalaniste, tant au nord qu'au sud des Pyrénées. Victime de stigmatisation, la langue catalane et le catalanisme de Catalogne Nord s'est saisi de l'image moderne offerte par une Barcelone renaissante à partir des Jeux Olympiques de 1992 et d'un discours européen et transfrontalier synonyme d'avenir institutionnel inexorable. La fédération des Ecoles de La Bressola assoit son argumentaire d'une part, sur l'identité commune catalane de part et d'autre de la frontière et d'autre part, sur l'utilité de la connaissance de cette langue pour accéder au marché du travail du sud des Pyrénées. La Bressola organise également, de manière régulière, des conférences et des recontres sur le transfrontalier catalan et la Radio Arrels joue les passeurs d'informations de manière quotidienne en informant sur l'actualité de l'ensemble des Pays Catalans. Notons également que le quotidien républicain, *L'Indépendant*, tient une rubrique régulière sur l'espace et les relations transfrontalières.

Cet aspect utilitariste de la langue est un argument fort des organisations du mouvement social de la langue, d'autant plus que le département des Pyrénées Orientales figure parmi les moins développés économiquement de France et apparaît, pour beaucoup, comme une impasse de la République. Les relations transfrontalières et l'identité catalane apparaissent comme des éléments de modernité utiles pouvant fournir du capital social au développement de ces relations. Ceci est consolidé par l'existence d'un centre de recherche (Institut Franco-Catalan Transfrontalier) et un master en Relations Transfrontalières à l'Université de Perpignan qui alimentent et légitiment fortement ce discours catalaniste. Il est vrai que la majorité des membres universitaires investis dans cette démarche académique sont membres ou proches du mouvement catalaniste de la Catalogne Nord. Néanmoins, le discours pro-européen et la nécessité de construire des liens avec la Catalogne du Sud et avec Barcelone dépassent la seule rhétorique catalaniste et, sont assumés tant par l'ancien Président de la Région Languedoc-Roussillon, J. Blanc, que par le Maire de Perpignan, J.P. Alduy ainsi



que, nouvellement, par le Conseil Général des Pyrénées Orientales et le nouveau président de la Région Languedoc-Roussillon, C. Bourquin (ancien Président du Conseil Général des Pyrénées-Orientales, récalcitrant à tout sujet identitaire catalan).

Si le levier européen a fortement été mobilisé par le catalanisme et par le mouvement catalaniste et les organisations du mouvement social, force est de constater que les partis politiques du nationalisme modéré basque se sont sentis bien seuls à défendre l'opportunité qu'offrait le cadre européen pour des nationalités sans Etats d'Europe (KEATING, 1998). Même les organisations du mouvement social de la langue basque ne se sont intéressées que tardivement à l'utilité et aux opportunités d'un tel cadre, tant d'un point de vue structurel que financier. Alors que l'ensemble des organisations du mouvement social de la langue basque, comme les partis politiques sont organisés de part et d'autre de la frontière de manière *nationale*, transfrontalière, les opportunités du cadre européen et de statuts juridiques tels que la coopérative européenne n'ont été saisis que très récemment. D'ailleurs, ce n'est qu'en 2009 que va naître la coopérative européenne des *Ikastola* du Pays Basque, regroupant en son sein, la quasi-totalité des *Ikastola* d'*Iparralde* et d'*Hegoalde*.

D'autre part, une étude temporelle exhaustive des financements INTERREG alloués au Pays Basque montre que les projets transfrontaliers menés par des organisations du mouvement social de la langue n'apparaissent que tardivement et ne concernent que des projets ponctuels et à budget modéré (AMADO-BORHAYRE, 2012). Ceci est paradoxal car, alors que le mouvement est présent de part et d'autre de la frontière et qu'il maîtrise tant la réalité que les rouages des subventions locales, il ne saisit que timidement le levier transfrontalier et européen. Il semble donc, que le mouvement de la langue ait fait le choix de la structuration et institutionnalisation de son action tant au Nord qu'au Sud des Pyrénées sur une base idéologique et non pratique et qu'il se soit concentré non pas sur le levier européen mais sur des dynamiques nationalitaires de construction *nationale*. Nous pensons cependant, que la structuration du financement et de la gouvernance locale de la politique linguistique au sein de l'OPLB fait partie des dynamiques transfrontalières de type *Bottom-up* (Harguindeguy, 2007) et permet la consolidation d'un cadre européen transfrontalier.

Seule la mobilisation sur la Charte Européenne des Langues Régionales et Minoritaires semble construire une lutte parallèle et parfois, conjointe, entre les mouvements sociaux de la langue du nord et du sud des Pyrénées, mais également entre les mouvements sociaux de la langue basque et catalane. Cependant, cette union entre les mouvements répond plus à la modification des normes juridiques (constitutionnelles et infra-nationales) afin que le catalan et le basque deviennent des langues officielles pouvant aspirer à un programme de politique publique. Mais, ni la fréquence des mobilisations exigeant la ratification de la Charte ni l'adhésion de multiples parlementaires issus de territoires périphériques aux langues régionales n'ont réussi à infléchir l'Etat français quant à la signature de la Charte. Le danger même de l'inscription au sein de l'article 75-1 de la Constitution des langues régionales comme patrimoine de la République est perçu comme une muséification ou une naturalisation des langues régionales de France. Cette patrimonialisation peut pousser les pouvoirs publics à ne pas promouvoir et soutenir un renversement linguistique (FISHMAN, 1995) et à maintenir une diglossie favorable à la langue française et défavorable aux langues régionales. Mais, d'autre part, la faiblesse des recommandations de la Charte européenne permet aux gouvernements régionalistes conservateurs de Navarre et de Valence à ne pas mener de politiques publiques linguistique d'envergure afin de renverser les tendances sociolinguistiques du recul de la langue basque et catalane.

## Conclusion

Ce texte a tenté de montrer l'importance de la structuration des mouvements sociaux dans la mise en œuvre des politiques publiques de la langue. Ainsi, alors que la forte et dense structuration des mouvements sociaux de la langue peut être un facteur lourd d'opposition ou de concurrence pour la mise en œuvre d'une politique publique de la langue, lorsque celle-ci n'est pas concertée ou construite collectivement comme en *Hegoalde*. Il apparaît que la forte référentialité du mouvement social de la langue en Pays Basque et sa structuration *nationale* lui permet, non seulement la construction collective de politiques publiques de la langue dans un cadre transfrontalier mais également, le développement et la programmation de politiques publiques de la langue localement lorsqu'un fenêtre d'opportunité politique favorable s'ouvre, comme ça été le cas en *Iparralde*. A l'inverse, le manque de structuration et densification du mouvement social de la langue construit sur un modèle d'alternatif aux pouvoirs publics comme les *Ikastola* ou *La Bressola*, laisse les organisations du mouvement social de la langue de Catalogne Nord orphelines et sans relais référentiel possible au sud des Pyrénées. Dès lors, les actions ne peuvent en être que plus symboliques et déstructurées. La référence à la communauté linguistique comme communauté *nationale* est limitée et seule la construction d'un discours pro-européen et pro-transfrontalier peut prétendre pallier ce manque. D'autre part, la faiblesse du mouvement social de la langue en Catalogne Nord ne peut que limiter l'action volontariste de la *Generalitat* et de ses gouvernants catalanistes. Il ne peut prétendre à la construction d'une politique publique linguistique globale (à l'instar de ce qu'il fait avec l'APLEC) entre les mouvements sociaux de la langue et les pouvoirs publics locaux, tant l'implication de ces derniers devrait vivre une révolution paradigmatique afin de mettre en œuvre une politique linguistique d'envergure pouvant renverser le recul de la connaissance et de l'usage de la langue catalane en Catalogne Nord.

La prise en compte et la capacité à se saisir des débats et des dynamiques plus globaux comme l'institutionnalisation du territoire (revendication pro-départementaliste en Pays Basque) ou sectoriels (comme la revendication d'une Chambre d'agriculture pour le Pays Basque) permettent au travers de coalitions de causes (BERGERON, SUREL, VALLUY, 1998) de faire avancer les revendications linguistiques et d'alimenter le capital militant des organisations du mouvement social de la langue basque. Ainsi, la participation du mouvement social de la langue au sein de coalitions d'intérêts plus larges, avec d'autres membres du mouvement identitaire basque, a permis au mouvement social de la langue de bénéficier tant d'une entrée au sein des instances de gouvernance locale que d'un rapport de force ample créé par les fortes mobilisations au sein de la coalition BATERA<sup>15</sup>. Le secteur de la langue a été le grand gagnant de l'exacerbation de la crise politique survenue au sein des instances de gouvernance d'*Iparralde*. En effet, pour désamorcer la crise, les pouvoirs publics et les dirigeants politiques locaux ont cédé sur le terrain linguistique afin de ne pas céder sur le terrain plus politique de la création d'un Département Pays Basque ou sur le terrain agricole avec la création d'une Chambre d'Agriculture ou enfin, sur le terrain académique avec la création d'une Université de plein exercice.

Il convient donc, au-delà de la propre structuration du mouvement social de la langue, de prendre en compte l'espace social dans lequel s'insère ce mouvement (MATHIEU, 2012) afin de relever ce qui lui permet de croître et d'avancer ou ce qui le limite. Dans le cas catalan, le manque d'un mouvement social de la langue fort et dense, structuré de manière

---

<sup>15</sup>Coalition de cause regroupant l'ensemble du mouvement social identitaire basque, forces nationalistes et sympathisant *basquistants*, revendiquant l'officialisation de la langue basque, la création d'un département Pays Basque, d'un Chambre d'Agriculture pour le territoire du Pays Basque et une Université de plein exercice.

*nationale* ou transfrontalière, ne suffit pas à expliquer la faiblesse des organisations du mouvement social de la langue de Catalogne Nord. La faiblesse et la forte division du mouvement politique catalaniste limite sans doute, également, autant, le développement de ces organisations de la langue, en réduisant d'autant plus la crédibilité globale du catalanisme et l'espace qu'il pourrait prétendre occuper au-delà des discours utilitaristes sur le cadre transfrontalier. En revanche, il est clair que pour le cas basque, est la structuration nationale et l'insertion des organisations du mouvement social de la langue au sein d'un mouvement identitaire et nationaliste plus ample et dense lui permet d'utiliser cet espace social de manière pragmatique.

### **Bibliographie (à compléter)**

AHEDO GURRUTXAGAI., ETXEBERRIA N., LETAMENDIA F., *Redes transfronterizas intervascas*, EHU Argitalpenak, Leioa, 2004

AHEDO GURUTXAGA I., *Redes de políticas públicas de cuasi-institucionalización y de desarrollo y movimiento social pro-departamento « PaysBasque » en Iparralde (1992-2001)*, Thèse de doctorat en Science Politique, EHU-UPV, Leioa, 2003

AMADO-BORTHAYRE L., « ¿Los movimientos sociales « nacionales » de la lengua. Creadores de políticas públicas “nacionales” vascas? », in Letamendia F., *Acción colectiva Hegoalde-Iparralde*, Fundamentos, Madrid, pp.285-299

AMADO-BORTHAYRE L., *La construction collective de l'action publique en faveur de la langue dans un cadre transfrontalier en Pays Basque et en Catalogne*, Thèse en Science Politique à l'Institut d'Etudes Politiques-Bordeaux IV, soutenue à Bordeaux le 29 mai 2012

BAYLAC-FERRER A., *Catalunya nord, societat i identitat*, ed. Trabucaire, Canet, 2009

BENFORD R., HUNT S., « Cadrage en conflit, mouvement sociaux et problèmes sociaux », in CEFAÏ D., TROM D., *Les formes de l'action collective*, Paris, EHESS, 2001, pp.163-194

BERGERON H., SUREL Y., VALLUY J., « L'Advocacy Coalition Framework. Une contribution au renouvellement des études de politiques publiques ? », *Politix*, 1998, n°41-42, pp.195-22

BODOQUE ARRIBAS A., *La política lingüística dels governs valencians*, PUV, València, 2009

BOIX-FUSTER E., MILIAN-MASSANA A., *Aménagement linguistique dans les Pays de Langue Catalane*, L'Harmattan, Paris, 2003

BOLTANSKI L., THEVENOT L., *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991

BORTAYRU J., ETCHEVERRY-AINCHART P., GARAT M., LERALU C., LICHAU I., *Le Mouvement culturel Basque 1951-2001*, Elkar, Baiona, 2005

BOYER H., *Langue et identité*, Lambert-Lucas, Limoges, 2008

BOYER H., STRUBELL M., « La Politique linguistique de la Catalogne Autonome et la Sociolinguistique Catalane : Etat des lieux », *Lengas* n°35, Montpellier3, 1994

BRESSOLA La, *La realitat d'unsomni*, Ed. 1984, Barcelona, 2007

CALLON M., « Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles St-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de St Brieuc », *L'année sociologique*, n°36, 1986, pp.169-208

CALLON M., LASCOUMES P., BARTHE Y., *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001.

CEFAÏ D., « Les cadres de l'action collective : définitions et problèmes », in CEFAÏ D., TROM D., *Les formes de l'action collective*, Paris, EHESS, 2001, pp.51-97

CEFAÏ D., *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, La Découverte, Paris, 2007

CHAQUES BONAFONT L., *Redes de Políticaspublicas*, CIS, Madrid, 2004

CONVERSI D., « Language or race?the choice of core values in the development of catalan and basque nationalisms », *Race and Racial Studies*, vol. 13 n°1, January 1990, pp.50-70

CONVERSI D., *The Basque, The Catalans, and Spain*, Hurst & Co, London, 1997

CORCUER ATIENZA J., *Orígenes, ideología y organización del nacionalismo vasco (1876-1904)*, Madrid, Siglo XXI, 1979

COYOS J-B., *Politique Linguistique, langue basque et langue occitane du Béarn et de Gascogne*, Elkar, Baiona, 2004

CULTIAUX Y., *Le nationalisme comme différentialisme intégrateur : le catalanisme face à l'Etat Espagnol et la construction européenne*, Thèse de Doctorat en Sciences Politiques Aix-Marseille, 1997

DAVILA P. (dir), *Lengua escuela y cultura, el proceso de alfabetización en EuskalHerria, siglos XIX y XX*, UPV-EHU, Leioa, 1995

DIEZ MEDRANO J., *Divided Nations*, Ithaca, New York, 1995

DURAN M., *Bernard Bonnet : un préfet chez les Catalans*, Ed. de la Tempestad, Barcelona, 2001

ERICE X, « El discurso contrario a la normalización de la lengua vasca en Navarra (1997-2002) », *RIEV*, n°46, 2002

FISHMAN J., *Sociología del lenguaje*, Cátedra, Madrid, 1995

FISHMAN J.A., "Bilingualism with and without Diglossia ;Diglossia with and without Bilingualism", *Journal of Social Issues*, vol. XXIII, n°2, 1967, pp.29-38.

GAMSON W.A., MEYER D.S., « The framing of political opportunity » in Mc Adam D., McCarthy J., Zald M., *Comparative Perspectives on Socials Movements*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996, pp., 274-290

- GARAT M., Aire X., *Seaska 40 urteuskararenaldea*, Elkar, Donostia, 2009
- GARCIA M-C., *L'identité catalane*, L'Harmattan, Paris, 1998
- GOFFMAN E., *Les cadres de l'expérience*, Minuit, Paris, 1991
- GOMA R., SUBIRATS J., *Políticas públicas en España, contenidos, redes de actores y niveles de gobierno*, Ariel, Madrid, 1999
- HARGUINDEGUY J-B., *La frontière en Europe : un territoire ?*, L'Harmattan, Paris, 2007
- HASSENTEUFEL P., *Sociologie politique : l'action publique*, Armand Colin, Paris, 2008.
- ITHURRALDE M., *Le Pays Basque, la Catalogne et l'Europe*, L'Harmattan, Paris, 2002
- JOHNSTON H., "New social movements and old regional nationalism", in LARANA E., JOHNSTON H., GUSFIELD J.R., *New Social Movements, from ideology to identity*, Temple University Press, 1994, pp.267-286
- KEATING M., *The new regionalism in Western Europe. Territorial Restructuring and political change*, Edward Elgar Publishing, Cheltenham, 1998
- LARANA E., JOHNSTON H., GUSFIELD J.R., *New Social Movements, from ideology to identity*, Temple University Press, Philadelphia, 1994
- LASCOUMES P., *L'éco-pouvoir, environnement et politiques*, La Découverte, Paris, 1994
- LE GALES P., THATCHER M. (dir.), *Les réseaux de l'action publique*, L'Harmattan Paris, 1995
- LEMIEUX C., *Le devoir et la grâce*, Economica, Paris, 2009
- LEPRETRE M., BANERES J., « La sociolinguistique catalane de la dénomination d'école à l'appellation géographique, une approche idéelle », in Boix-Fuster E. et Milian-Massana A., *Aménagement linguistique dans les Pays de Langue Catalane*, L'Harmattan, Paris, 2003
- MARSH D., RHODES R.A.W., *Policy networks in British government*, Clarendon press Oxford, Oxford, 1992
- MATEOS GONZALEZ S., *Euskal Nazionalismoa eta Hezkuntza Publikoa*, EHU Argitalpenak, Leioa, 2000
- MATHIEU L., *L'espace des mouvements sociaux*, Le Croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2012
- MAURY C., *L'identitaire comme ressource transfrontalière*, Thèse en Sciences Politiques à l'Université d'Aix en Provence, soutenue à Aix en Provence le 30 Novembre 2006
- MC ADAM D., MC CARTHY J., ZALD M., *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996
- MILEY T.J., *Nacionalismo y política lingüística: el caso de Cataluña*, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, Madrid, 2006
- TEJERINA B., « El Poder de los Símbolos, identidad colectiva y movimiento etnolingüístico en el País Vasco », *REIS*, (1999) 88/99, pp.75-105

TILLY C., TARROW S., *Politique(s) du conflit. De la grève à la Révolution*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008